



République
centrafricaine (RCA)

Analyse de la situation de l'insécurité alimentaire
Décembre 2015 à Juin 2016

Décembre 2015

- (i) Persistance des conflits dans certaines préfectures et situation relativement stable dans d'autres ;
- (ii) Accès aux moyens d'existence des populations rendu difficile du fait des déplacements forcés dans certaines zones du pays pendant les différentes phases culturelles ;
- (iii) Assistance humanitaire nécessaire pour accompagner les populations affectées avec un accent sur la résilience à destination de celles qui accèdent progressivement à leurs moyens d'existence.

Principaux résultats

Zones les plus touchées : Les Sous-Préfectures de Kabo (Ouham), de Mbrès (Nana-Gribizi) et de Bambari (Ouaka) sont en phase d'Urgence (phase 4). Onze préfectures sont en phase de Crise (phase 3) : Mambéré-Kadéï, Nana-Mambéré, Ouham-Pendé, Ouham, Nana-Gribizi, Bamingui-Bangoran, Vakaga, Haut-Mbomou, Mbomou, Basse-Kotto et Ouaka.

Déplacements des populations : En 2015, les déplacements liés aux conflits se sont généralement produits en période de semis ou de grande récolte, en dépit de la baisse des effectifs de déplacements par rapport à 2014. Par ailleurs, on note une légère augmentation des Personnes Déplacées Internes (PDI) dans les préfectures de la Ouaka (30%), du Haut-Mbomou (28%) et de la Kémo (17%).

Consommation alimentaire : Le Score de Consommation Alimentaire (SCA) a fortement baissé dans les zones les plus touchées par l'insécurité. Les différents rapports des évaluations *Emergency Food Security Assessment* (EFSa) et *Rapid Response Mechanism* (RRM), conduites entre mai et décembre 2015, indiquent des moyennes de scores de consommation alimentaires pauvres, limites et acceptables, respectivement de 14,8%, 29,4% et 55,8%. Comparativement à 2014, la consommation inadéquate (pauvre et limite) a presque doublé (44,2% en 2015 contre 24% en 2014).

Evolution des moyens d'existence : Les effets cumulatifs de la crise ont fortement affecté les moyens d'existence des populations qui ont eu recours à des stratégies d'adaptation de plus en plus dommageables et irréversibles. Ainsi, la proportion des ménages qui ont eu recours à des stratégies de crise et d'urgence a fortement augmenté entre 2014 et 2015. En 2015, plus d'un tiers des ménages (37,7%) a fait recours au moins à une stratégie d'urgence, stratégie qui généralement hypothèque de manière irréversible les moyens de subsistance futurs des ménages. Ils étaient 19% en 2014.

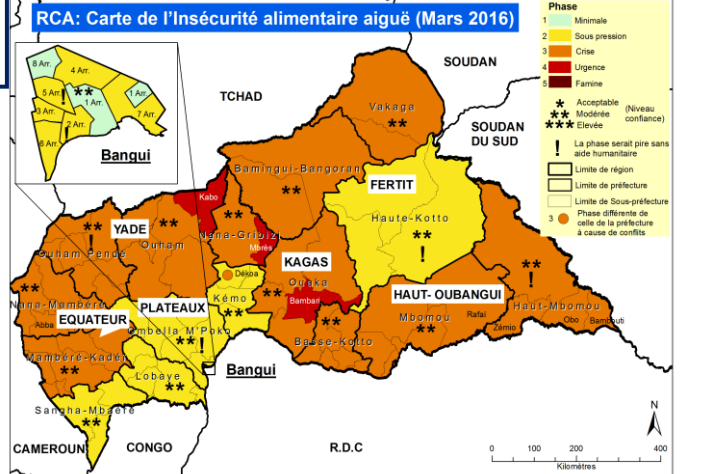
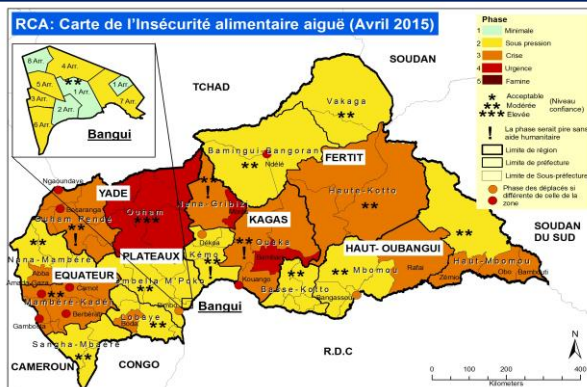
Résumé narratif des causes, du contexte et des principaux problèmes

Depuis les événements militaro-politiques de 2013, la République Centrafricaine (RCA) traverse une situation de crise complexe et de grande ampleur. Cette situation a provoqué une crise humanitaire sans précédent dans le pays, en même temps qu'une dégradation totale des infrastructures et du tissu socio-économique, un effondrement des structures étatiques, de la cohésion sociale, des structures communautaires et traditionnelles de gestion des conflits.

Ce qui a engendré des répercussions directes sur la situation de la sécurité alimentaire des ménages, conduisant ainsi à une économie de survie et une augmentation du nombre de réfugiés dans les pays voisins. Environ 450 000 réfugiés centrafricains se sont retrouvés au Tchad, au Cameroun, au Congo, et en République démocratique du Congo (RDC). En novembre 2015, la RCA comptait 211 893 personnes déplacées internes vivant dans des sites, dont environ 153 611 dans les différentes localités du milieu rural et 58 282 à Bangui.

Ainsi, suite à ces déplacements forcés et à l'insécurité existante, la situation déjà fragile de la sécurité alimentaire s'est à nouveau détériorée, du fait de l'impossibilité de la conduite des cultures par une proportion importante des ménages (33%), du pillage, des vols de bétail (42%) et de l'accueil des déplacés par certains ménages hôtes (34%), rendant ces derniers encore plus vulnérables.

Attention : les frontières, les noms et désignations indiqués dans cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle des organisations collaboratrices et partenaires globaux de l'IPC.



*The EC in the global partnership is represented by the Joint Research Centre of the European Commission

Partie 1: Résumé des conclusions, méthodes et prochaines étapes

Principales conclusions et enjeux

Par rapport à avril 2015, l'analyse actuelle montre une détérioration de la sécurité alimentaire des ménages. Ces derniers ont moins de biens et de bétails et ont eu plus de difficultés à pratiquer l'agriculture, principalement à cause de l'insécurité quotidienne. Les pillages, les vols et les déplacements forcés ont affecté leur accès à la nourriture et à leurs moyens d'existences.

(i) Par rapport aux analyses de novembre 2014 et avril 2015, la situation sécuritaire stable, dans certaines préfectures, a permis un relatif retour des familles à leurs moyens d'existence. Malgré l'assistance humanitaire apportée à travers le pays, la situation de la sécurité alimentaire s'est globalement détériorée. On est passé de 24% des ménages avec une consommation pauvre et limite, en 2014, à 44,2% en 2015. L'analyse de la perception des prix par les ménages montre cependant une forte variation des prix d'une préfecture à l'autre. Ceci peut s'expliquer par une intégration particulièrement faible des marchés. Le maïs, l'arachide et le haricot sont les denrées les plus échangées. Leurs tendances de prix sont à la hausse selon leur cycle saisonnier : leurs prix sont élevés en août, comme typiquement en période de soudure, et restent volatiles. La situation nutritionnelle est difficile à apprécier, faute d'informations actualisées.

(ii) La situation demeure préoccupante dans les **zones de l'Ouest, du Nord, du Centre et du Sud-Est**, du fait de la détérioration du niveau de sécurité dans ces préfectures. Les préfectures de la Ouaka, de l'Ouham, du Haut-Mbomou et de la Nana-Gribizi sont celles ayant reçu le plus grand nombre de déplacés vivant sur des sites. Dans la préfecture de la Nana-Mambéré, environ 19,5% des ménages vivent dans des familles d'accueil. Les préfectures de Sangha-Mbaéré, Nana-Gribizi et Kémo ont les proportions les plus importantes (entre 42% et 46,5%) de ménages qui sont retournés. Cette insécurité a rendu difficile l'accès aux moyens d'existence, aggravant ainsi l'insécurité alimentaire dans les sous-préfectures de Kabo dans l'Ouham, de Mbrès dans la Nana-Gribizi et de Bambari dans la Ouaka, toutes classifiées en phase d'urgence.

(iii) **Dans l'extrême Est**, la situation demeure inchangée. La détérioration de la sécurité, empêchant l'accès aux moyens d'existence est principalement liée aux incursions des éléments de la LRA (Mbomou, Haut-Mbomou et une partie de la Haute-Kotto). Il convient de souligner l'arrivée massive des réfugiés sud-soudanais à Bambouti depuis novembre 2015. Ces derniers commencent à exercer une pression sur les ressources naturelles de la préfecture du Haut Mbomou.

Zones dans les différentes phases : Selon les résultats obtenus à l'issue de cette analyse, et comparativement à la dernière classification de novembre 2014, la préfecture de l'Ouham est passée de la phase d'urgence (phase 4) à la phase de crise (phase 3) excepté la sous-préfecture de Kabo. Sont en phase d'urgence, les sous-préfectures suivantes : Kabo (Ouham), Mbrès (Nana-Gribizi) et Bambari (Ouaka). La phase de crise (phase 3) est présente dans 11 préfectures : Mambéré-Kadéï, Nana-Mambéré, Ouham-Pendé, Ouham, Nana-Gribizi, Bamingui-Bangoran, Vakaga, Haut-Mbomou, Mbomou, Basse-Kotto et Ouaka. Le reste des préfectures (Sangha-Mbaéré, Lobaye, Ombella M'Poko, Kémo et Haute-Kotto) est en phase sous-pression (phase 2).

Les populations les plus vulnérables sont les personnes déplacées, vivant en famille d'accueil et celles encore sur sites ou enclaves. D'après la Commission Mouvement de la Population (CMP), le nombre de déplacés internes a augmenté par rapport à novembre 2014, de 42 184 personnes. On note une grande concentration des déplacés dans la Ouaka, l'Ouham, le Haut-Mbomou, la Nana Gribizi et Bangui. Ces populations déplacées n'ont plus accès à leurs moyens d'existence.

Par ailleurs, la période de soudure qui a commencée précocement s'annonce rude dans certaines préfectures qui dépendent fortement de la saisonnalité du fait de faibles stocks alimentaires, de l'impact de la crise sur les moyens d'existence ainsi que de la perte des mécanismes d'adaptation habituels provoquée par la crise politico-militaire.

[illegible]

Méthodes, processus et enjeux principaux

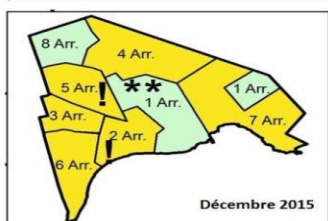
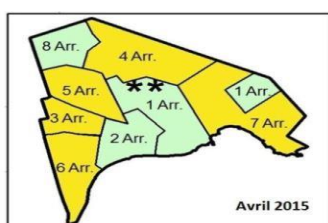
Le présent rapport est le produit du 11^{ème} cycle d'analyse IPC, mené du 09 au 18 décembre 2015. Les participants présents à l'analyse proviennent des institutions gouvernementales (Ministère en Charge du Développement du Monde Rural, Ministère délégué à l'Elevage, Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Hydraulique, Ministère de l'Environnement, Ministère de l'Economie et du Plan), des ONG nationales et internationales (JUPEDEC et Oxfam) et des agences du Système des Nations-Unies (FAO, PAM). Cette analyse a utilisé au mieux les données des enquêtes de l'EFSA et du *Crop and Food Security Assessment Mission* (CFSAM) réalisées respectivement en septembre et novembre 2015, ainsi que les données actualisées des déplacements de populations issues de la Commission Déplacement des Populations (CMP), des rapports du Mécanisme de Réponse Rapide (RRM) et les rapports de suivi des prix réalisés par ICASEES, PAM, FAO et les différentes ONG internationales dans leurs zones respectives. Faute de disposer de données nouvelles de deux éléments de résultats (Nutrition et Mortalité), les dernières données de l'enquête SMART de décembre 2014 ont été utilisées. Sur la base de toutes ces preuves, les protocoles standardisés de l'IPC ont permis de classer la sévérité et de réaliser la cartographie de l'insécurité alimentaire en RCA. L'unité d'analyse a été la préfecture, mais là où les données le permettaient, des analyses aux niveaux des sous-préfectures ont été faites pour mettre en évidence le niveau de sévérité de la classification.

Les résultats sont donc tributaires de la situation sécuritaire des populations, des chocs/risques divers, de la consommation alimentaire, de l'évolution des moyens d'existence, de la production agricole, de la disponibilité alimentaire et de la situation nutritionnelle.

L'analyse proprement dite, et la validation des résultats, ont été faites par les membres du Groupe de Travail Technique (GTT) de la sécurité alimentaire, désignés par le gouvernement et ses partenaires. L'analyse a été soumise à l'unité de soutien de l'IPC, pour la revue de qualité et ensuite reprise par le GTT pour une revue technique et validation avant finalisation. Faute de consensus sur les résultats d'analyse, notamment sur le calcul du nombre de population en phase et la classification de quatre préfectures par le GTT, un appui du Bureau Régional/GSU a permis au GTT de retrouver un consensus sur les éléments de preuves et au groupe restreint de reprendre la classification ainsi que la carte. Cette année encore le Système de soutien à l'information (ISS) mettant à disposition les outils IPC en ligne, a été utilisé après une formation des analystes de 3 jours. Ainsi, les fiches d'analyse sont accessibles au site <http://iss.ipcinfo.org/fr/cf/login>, après accord de l'équipe de coordination IPC pays.

Partie 2: Aperçu sur l'analyse de l'insécurité alimentaire de la capitale, Bangui

Une augmentation du nombre des déplacés internes de 37,8%, par rapport à novembre 2014, a été enregistrée. Cela s'explique par les derniers événements du mois de septembre 2015 (-1,5% en août 2015). Les déplacés de Bangui se sont principalement regroupés dans les 2^e, 3^e, 4^e, 5^e, 6^e, 7^e et 8^e arrondissements et dans la commune de Bimbo. Le nombre de déplacés sur les sites spontanés est passé de 58 102 en novembre 2014 à 58 282 personnes en novembre 2015, soit une situation assez stable (+0,31%). Avec la relative amélioration de la sécurité dans la ville, les retours observés avant septembre pourront reprendre.



Six arrondissements sur huit sont en phase sous pression (phase 2), il s'agit du 2^e, 3^e, 4^e, 5^e, 6^e et 7^e arrondissements. Par contre deux arrondissements (1^{er} et 8^e) sont en phase minimale (phase 1).

Signalons que le 2^e arrondissement de Bangui a vu le nombre des déplacés augmenté suite aux événements de septembre 2015, ce qui constitue une charge supplémentaire sur les ressources de la localité, justifiant ainsi sa classification en phase sous-pression (phase 2).

Partie 3: Une orientation sur les estimations des populations en phase humanitaire

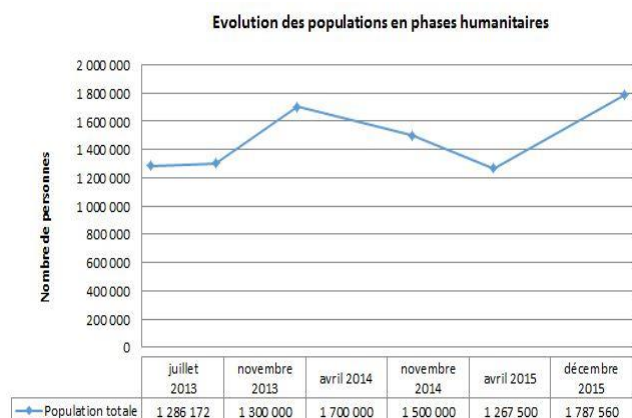
L'estimation des populations en phases IPC était basée sur les proportions des personnes dans les différentes phases déterminées à partir des résultats de l'EFSA et du CFSAM avec une prise en compte des facteurs contributifs comme la dynamique des déplacés, l'accès aux moyens d'existence, la disponibilité et l'accès alimentaire. Il faut noter que les données de population sont celles utilisées par OCHA dans le cadre du HNO/SRP et de l'EFSA. Ils correspondent à la projection de la population pour l'année 2015, après application d'un taux de croissance de 2,5% par année depuis 2003. Cette évolution a permis de prendre en compte l'ensemble de la population, soit 4 953 017 personnes.

Le tableau ci-après reprend les effectifs des populations en phase humanitaire (crise et urgence) par préfecture et selon le milieu.

| Région | Préfecture | Population totale | Phase 1&2 | Phase 3 | Phase 4 | Population phase humanitaire (Phase 3&4) | Pourcentage population phase humanitaire (phase 3&4) |
|-------------|-------------------|-------------------|-----------|-----------|---------|--|--|
| I | Ombella M'Poko | 448 465 | 269 079 | 134 540 | 44 847 | 179 386 | 40% |
| | Lobaye | 310 365 | 263 810 | 46 555 | 0 | 46 555 | 15% |
| II | Mambéré-Kadéï | 458 611 | 229 306 | 160 514 | 68 792 | 229 306 | 50% |
| | Nana-Mambéré | 293 759 | 132 192 | 117 504 | 44 064 | 161 567 | 55% |
| | Sangha-Mbaéré | 127 068 | 108 008 | 12 707 | 6 353 | 19 060 | 15% |
| III | Ouham-Pendé | 541 221 | 324 732 | 162 366 | 54 122 | 216 488 | 40% |
| | Ouham | 464 174 | 185 670 | 208 878 | 69 626 | 278 504 | 60% |
| IV | Kémo | 148 874 | 133 987 | 14 887 | 0 | 14 887 | 10% |
| | Nana-Gribizi | 148 115 | 66 652 | 44 435 | 37 029 | 81 463 | 55% |
| | Ouaka | 347 872 | 208 723 | 86 968 | 52 181 | 139 149 | 40% |
| V | Bamingui-Bangoran | 54 346 | 27 174 | 19 021 | 8 152 | 27 173 | 50% |
| | Haute-Kotto | 113 543 | 96 512 | 17 031 | 0 | 17 031 | 15% |
| | Vakaga | 65 694 | 39 417 | 19 708 | 6 569 | 26 278 | 40% |
| VI | Basse-Kotto | 313 225 | 266 242 | 62 645 | 13 661 | 78 306 | 25% |
| | Mboumou | 206 188 | 103 094 | 82 475 | 20 619 | 103 094 | 50% |
| | Haut-Mbomou | 72 416 | 28 966 | 25 346 | 18 104 | 43 450 | 60% |
| Zone rurale | | 4 113 936 | 2 483 564 | 1 215 580 | 446 119 | 1 661 698 | 40% |
| Bangui | | 839 081 | 713 219 | 125 862 | 0 | 125 862 | 15% |
| TOTAL RCA | | 4 953 017 | 5 680 347 | 1 341 442 | 446 119 | 1 787 560 | 36% |

Au total, 40% de la population rurale se trouve en phase humanitaire, dont 29,5% en phase de crise et 10,8% en phase d'urgence, soit un total de 1 661 698 personnes. Au total, 15% de la population de Bangui est en phase humanitaire, soient 125 862 personnes. Pour tout le pays, environ **1 787 560 personnes (36% de la population)** sont en phase humanitaire.

Conclusions de l'analyse : 1 787 560 personnes sont en phase humanitaire (3-4). Par rapport à la situation de



novembre 2014, le nombre de personnes en phase humanitaire a augmenté, passant de 32% à 40%, en milieu rural. Par contre, on observe une diminution à Bangui, passant de 25% à 15%. L'évolution des populations en phase humanitaire est présentée dans le graphique ci-contre.

Un nombre important de déplacés internes est enregistré dans la commune de Bimbo et dans le 2^{ème} arrondissement de Bangui, en provenance des quartiers touchés par la dernière crise de septembre 2015. Une réponse immédiate est nécessaire pour consolider les acquis et pour assurer la reprise des activités agricoles à travers des assistances alimentaires, le rétablissement des moyens d'existence et l'appui soutenu à la Résilience.

Recommandations pour les prochaines étapes

La présente analyse a utilisée au mieux les données disponibles au regard des outils et des règles de l'IPC et toutes les préfectures ont été analysées.

Le GTT recommande : (i) une mise à jour périodique des enquêtes CFSAM et EFSA et une surveillance effective et régulière de la sécurité alimentaire, (ii) la collecte et le partage de données fiables et comparables par les ONG membres du cluster, (iii) la conduite des analyses de la réponse à partir des analyses situationnelles, pour identifier les options adaptées et spécifiques aux zones de moyens d'existence permettant un accompagnement proportionnel à la sortie de la crise et en faveur de la résilience communautaire, (iv) le renforcement de capacité des membres du GTT et la poursuite du processus de certification

Pour la prochaine analyse : (i) capitaliser sur les membres formés pour constituer un noyau dur IPC compétent et stable par l'organisation d'une formation niveau 2 aux plus expérimentés des analystes et la formation niveau 1 pour les nouveaux analystes (ii) inclure plus de participants des régions et des ministères et structures non représentés dans le GTT; (iii) échanger avec la coordination humanitaire avant de déterminer la date du prochain cycle IPC en fonction de la disponibilité des données et besoins d'analyse ; (iv) renforcer la méthodologie de l'estimation de la population en phase et la vulgariser auprès des analystes du GTT RCA. Iv) S'assurer de l'appui direct du bureau régional IPC à travers la présence d'un staff qui viendrait conduire l'analyse.

Contacts :

Groupe de Travail Technique IPC: gti_ipcrca@yahoo.fr et faocf@cf.fao.org

Unité de Soutien Globale de l'IPC: www.ipcinfo.org